CONVENTION

Entre :

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne représenté par son Président,
Monsieur Christian Astruc,

d'une part,

Et :

- l'Unité locale de la Croix-Rouge de Caussade représentée par son Président,
Monsieur GODART Daniel, association régie par la loi du 01 juillet 1901.
(N° SIRET/SIREN : 77567227234487 - NAF (APE) : 8899B)

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne, compte tenu des orientations de la politique départementale en matière de lutte contre la pauvreté et en faveur de l'inclusion sociale, entend instaurer un partenariat avec les associations qui œuvrent dans ce secteur d'activité et notamment en 2019 avec l'Unité locale de la Croix-Rouge de Caussade.

ARTICLE 1er :

Le Conseil départemental s'engage à soutenir financièrement l'acquisition de nouveaux locaux de l'Unité locale de la Croix-Rouge de Caussade.

ARTICLE 2 :

Pour 2019, l'aide financière du Conseil départemental à la réalisation de l'acquisition de nouveaux locaux de ladite association s'élève au total à 30 000 €.

Elle sera créditée au compte de l'association, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en un seul versement ou par règlement d'acomptes sur demande écrite déposée auprès du Conseil départemental.

ARTICLE 3 :

Le budget nécessaire à la réalisation de l'objectif de l'Unité locale de la Croix-Rouge de Caussade s'élève à 436 000 €.

Il est financé par une subvention du Conseil départemental de 30 000 €, d'autres subventions sollicitées pour un montant de 60 000 € et un auto-financement attendu de 346 000 € .

ARTICLE 4 :

L'Unité locale de la Croix-Rouge s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses objectifs,
- à fournir un compte rendu d'exécution,
- à fournir le compte de résultats annuel.
Ces deux documents seront produits dès leur approbation en assemblée générale,
- à faciliter le contrôle du Conseil départemental de la réalisation des actions, notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.

ARTICLE 5 :

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Montauban, le

Pour le Conseil départemental de
Tarn-et-Garonne,

Le Président,

Pour l'Unité locale de la Croix-
Rouge de Caussade,

Le Président,

Christian ASTRUC

Daniel GODART